



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN  
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 19 FÉVRIER 2025  
GEMEENTERAAD VAN 19 FEBRUARI 2025

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Hassan Rahali, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;  
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Josiane Dostie, Abdelkarim Haouari, Saliha Raiss, Mohammed EL BOUZIDI, Mohammed Kalandar, Oumar Diallo, *Échevin(e)s/Schepenen* ;  
Ahmed El Khannouss, Jamel Azaoum, Olivier Mahy, Hassan Ouassari, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Hind Addi, Yassine Akki, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Didier-Charles Van Merris, Hamza Zibouh, Harmony Deknudt, Rachid Mahdaoui, Michaël Vossaert, Mohamed Adahchour, Hakim Aissati, Ibrahima Bah, Mohamed Arabi, Wafa Chelh, Hilde Sagon, Rayane Talbi, Mohamed El Hamouti, Ali Syed, Maria Vindevoghel, Nouhaila El Akrouch, Khalid El Jaidi El Qazouy, Mohamad Chehade, Nouhéb Belghith, Matteo Kopriva, Valérie Loseke Nembalemba, Asma Boutaarourt, Cloë Machuelle, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Nathalie Vandeput, *Secrétaire f.f./Wvd. Secretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Catherine Moureaux, *Bourgmestre /Burgemeester* ;  
Khalil Boufraquech, *Conseille(è)r(e) communal(e)/Gemeenteraadslid*.

Ouverture de la séance à 18:00  
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

19.02.2025/A/0001

**Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la salle de consommation à moindre risque Boulevard Léopold II.**

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevines et Échevins, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous, habitants du boulevard Léopold II, de Ribaucourt et de leurs environs, souhaitons vous faire part de notre profonde inquiétude et de notre opposition résolue face au projet d'implantation d'une maison de consommation destinée aux usagers de drogues au n°63 du boulevard Léopold II.

Nous, les riverains n'en avons jamais eu connaissance avant que la presse, notamment La Dernière Heure et Zinneke TV, ne s'en fasse l'écho. Il est incompréhensible pour notre part qu'une décision aussi lourde de conséquences ait été prise sans une réelle consultation des habitants et des commerçants directement concernés.

Si nous comprenons les impératifs humanitaires et sanitaires qui sous entendent une telle initiative, nous estimons que son implantation au cœur d'un quartier à forte densité résidentielle et commerciale est totalement inappropriée et porteuse de conséquences graves.

Un quartier en plein essor menacé depuis plusieurs années

Notre quartier connaît aujourd'hui une dynamique positive de revitalisation. L'implantation de nouveaux commerces, entreprises et associations a permis d'améliorer significativement la qualité de vie et la sécurité. Le boulevard Léopold II est redevenu un axe attractif et agréable, contribuant à l'image positive de Molenbeek. Or, ce projet met en péril cet équilibre durement acquis en introduisant des problématiques lourdes, difficilement maîtrisables et incompatibles avec les aspirations des habitants. Une implantation aux conséquences prévisibles et néfastes.

Les expériences observées dans d'autres communes, notamment à Saint-Gilles et à Liège, démontrent que, malgré toutes les précautions affichées, ces structures entraînent inévitablement des effets collatéraux préoccupants : augmentation du trafic de stupéfiants aux abords, regroupements prolongés, sentiment d'insécurité accru, et atteinte au cadre de vie des riverains. Nous n'avons aucun doute que ces dérives, déjà constatées ailleurs, se reproduiraient ici avec des conséquences délétères pour notre quartier.

L'exemple du site 9 de la rue de Woeringen, à Bruxelles, où les problèmes engendrés sont désormais bien documentés, atteste de la difficulté de maîtriser les nuisances inhérentes à ce type d'établissement. Un impact économique et social désastreux. Les commerçants locaux, qui participent activement à la vie et à la convivialité de notre quartier, risquent de subir de plein fouet les effets négatifs de cette implantation. Comme par exemple le salon de coiffure pour dames, voisin de ce projet pourraient voir leur clientèle fuir et se retrouver contraints de fermer leurs portes.

Mes dames et messieurs, il ne s'agit pas d'une crainte hypothétique, mais d'une conséquence logique et prévisible de la nature même de cette implantation. Notre quartier est un lieu de vie pour de nombreuses familles avec enfants, ainsi que pour des personnes âgées qui aspirent à un cadre sécurisé et paisible. L'exposition de nos enfants à des scènes de consommation de drogue, ou à la présence accrue de toxicomanes dans leur environnement quotidien, est tout simplement inacceptable.

En outre, selon nos informations une ouverture prochaine d'un projet similaire sur l'avenue du Port, à quelques centaines de mètres à peine, rend cette nouvelle implantation d'autant plus injustifiable. Une telle concentration de dispositifs du même type contribuerait inévitablement à stigmatiser Molenbeek et à anéantir les efforts de revalorisation entrepris ces dernières années.

Une jeunesse prête à défendre son quartier et son avenir

Lors de nos échanges avec de jeunes habitants du quartier, leurs propos nous ont profondément interpellés. Ces jeunes Molenbeekois, conscients des enjeux et attachés à leur commune, ont exprimé avec force leur refus de voir leur environnement sacrifié. Leur engagement en faveur de

leurs aînés et de leur quartier est une preuve supplémentaire que cette implantation est en totale contradiction avec les aspirations de ceux qui y vivent.

Dans le cadre de l'association de faite qui m'ont mandaté pour être la porte-parole. Je voudrais aux noms de nous toutes et tous remercier les personnes que j'ai interpellé au mois d'octobre 2024 et qui m'ont gentiment reçu, Madame la bourgmestre, Monsieur Dirk Deblock, Monsieur Hassan Rahali et bien d'autres élus..,

### Questions

1. Les habitants sont très inquiets des travaux en court quel en sera l'issue?
2. La commune a-t-elle délivré un permis d'urbanisme permettant l'ouverture de cette maison de drogue à consommation contrôlée?
3. Quelles sont les actions que vous envisageriez de faire pour délocaliser ce projet qui certe humainement important mais néfastes pour notre commune, nos quartiers et ces habitants.

Nous espérons que vous saurez entendre la voix des citoyens Molenbeekois qui vivent et investissent chaque jour dans ce quartier et que vous prendrez une voie éclairée pour le bien de toutes et tous.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevines et Échevins, Mesdames et Messieurs les Conseillers, l'expression de nos salutations respectueuses.

Au nom du collectif des habitants, commerçants et associations de faite du boulevard Léopold II, Ribaucourt et les environs.

NB:

Ci-joint les 20 signatures des molenbeekois plus de 16 ans. En outre plusieurs pétitions, électroniques et sur papier, sont en cours. Vous trouverez les liens et les copies ci-joints. (Merci de garder la confidentialité des signataires)

Liens:

<https://www.leslignesbougent.org/petitions/non-a-linstallation-dune-maison-de-consommation-de-drogue-et-stupefiants-sur-le-boulevard-leopold-ii-a-molenbeek-saint-17899/>

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie op de consumptieruimte met een laag**

De Raad neemt kennis.

---

19.02.2025/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative aux nuisances dans le quartier Osseghem - Beekant.**

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins et Conseillers Communaux,

Nous souhaitons attirer votre attention sur les nuisances sonores et les débordements causés par certaines activités culturelles et artistiques organisées dans notre quartier. Nous tenons à préciser que nous soutenons pleinement la culture et le développement artistique, qui sont essentiels à la vitalité de notre ville.

Cependant, ce week-end, on a dépassé toutes les limites avec une autorisation jusqu'à 4h30 du matin. De nombreux voisins et moi-même avons été fortement dérangés et surpris par les explosions et les cris produits pour la réalisation du clip, pour lequel nous n'étions pas au courant, ainsi que par les horaires tardifs non respectés et les désagréments qui en découlent. Il est impératif de trouver un équilibre entre le dynamisme culturel et le respect du cadre de vie des riverains.

Dès lors, nous souhaitons faire une interpellation citoyenne au prochain conseil communal à ce sujet.

Un dialogue avec les principaux intervenants est resté vain...

Vous trouverez ci-dessous le lien WeTransfer avec les vidéos.

Nous vous remercions pour votre attention et espérons une réponse concrète à ces préoccupations légitimes.

Les habitants du quartier Osseghem / Beekant.

Intervenant: Monsieur. M'rabet Abdelilah.

**Vidéos via WeTransfer:**

<https://we.tl/t-cs0Be5ObPP>

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie  
Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie over overlast in de wijk Osseghem -  
Beekant.**

De Raad neemt kennis.

---

19.02.2025/A/0003 **Département Services généraux et Démographie  
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la propreté du  
quartier Heyvaert.**

En tant que collectif “Heyvaert au naturel”, nous aimerions attirer l'attention du conseil communal et en particulier de notre échevin de la propreté (Monsieur Mohamed El Bouzidi) sur un problème de propreté du quartier Heyvaert. Depuis plusieurs années, nous réalisons des projets et actions afin d’améliorer la propreté du quartier (ramassage clean up, plantation de pieds d’arbres...) Malgré nos efforts, nous constatons :

- Nos rues et la place Liverpool sont souvent sales. Cela est principalement dû à un manque de passage régulière du personnel de nettoyage (balayeur, glutton...)
- Notre quartier Heyvaert auberge de manière hebdomadaire des marchés, donc plus de déchets. Nous constatons que le service de nettoyage après n’est pas suffisant.
- Nous sommes à la frontière entre Anderlecht et Molenbeek pour cela il y a énormément de dépôts clandestins, souvent aux mêmes endroits, qui sont ramassés longtemps après avoir été déposés.
- Les habitantes de notre quartier sont majoritairement des familles nombreuses avec des petits appartements qui ne connaissent pas toujours bien les services de propreté de la commune pour cela nous voyons des encombrants dans les pieds des arbres, dans les rues.

**Que demandons-nous ?**

- Concernant la malpropreté et dépôts clandestins dans nos rues :

§ Installer x fois par an des conteneurs dans lesquels tous les habitants pourraient y déposer leurs encombrants.

- § Faire connaître le service de ramassage à domicile (3m<sup>3</sup> / an / habitant) de la commune et communiquer à travers de flyers et autres moyens de communication pour les citoyens.
- § Faire connaître le service de ramassage des dépôts clandestins et afficher le numéro vert du ramassage de dépôt clandestin dans les différentes associations de quartier de Molenbeek et particulièrement celle de l'Antenne Lisa
- § Soutenir notre action "Clean Up" du 23 avril 2025

- Concernant la malpropreté des rues commerçantes :

- § A l'aide du service des Gardiens de la paix de la commune, sensibiliser les vendeurs « clandestins » à la propreté de nos rues après leurs activités.

- De manière générale :

- § Organiser une rencontre avec l'échevin de la propreté pour qu'il puisse constater la situation actuelle.
- § Faire une rencontre entre échevins de la propreté d'Anderlecht et de Molenbeek pour mieux coordonner le nettoyage de notre quartier à cheval sur ces deux communes. Et ensuite organiser une rencontre avec les habitants pour communiquer les décisions prises.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie over de properheid in Heyvaertwijck.**

19.02.2025/A/0004

**Département Services généraux et Démographie**

**Action sociale - Promouvoir les Cultures à Molenbeek asbl - Renouvellement des mandats - Désignation des représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale du PCM - Législature 2024-2030.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du 1<sup>er</sup> décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Vu la constitution le 26 avril 2012 de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » - PCM asbl en abrégé, dont le siège social se situe au n°67, Chaussée de Merchtem à 1080 Bruxelles, et dont le n° d'entreprise est 0847.062.297 ;

Vu l'article 5 des statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » indiquant que l'Assemblée générale se compose pour moitié au plus, de représentants des pouvoirs publics, à savoir le Bourgmestre et cinq autres Conseillers communaux ;

Vu le même article des statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » indiquant que les cinq autres Conseillers communaux seront désignés conformément aux dispositions de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (Pacte culturel) ;

Considérant qu'en vertu de l'article 21 des statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek », parmi ces cinq autres Conseillers communaux, il s'agit d'inclure le Conseiller élu comme Échevin et chargé de la Culture française ou de la Cohésion sociale, appelé à assurer la Vice-Présidence de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;

Considérant que les membres sortants sont Mesdames Catherine MOUREAUX, Françoise SCHEPMANS, Laetitia KALIMBIRIRO et Gloria GARCIA-FERNANDEZ et Messieurs Georges VAN LEECKWYCK et Mohamed EL BOUAZZATI ;

Vu l'article 9 des statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » indiquant que la qualité de membre est liée aux conditions ayant présidé à leur désignation ou à leur reconnaissance en cette qualité ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 16 décembre 2024 par laquelle il a procédé à l'élection des Echevins ;

Vu la fixation le 19 décembre 2024 des compétences au sein du Collège échevinal ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner en son sein comme nouveaux membres de l'Assemblée générale de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » qui remplaceront les membres sortants :

De droit, par sa qualité de membre du Collège des Bourgmestre et Echevins :

Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, appelée à être la Présidente de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;

Sur décision du Conseil communal :

1. Monsieur Amet GJANAJ, Échevin de la Culture, appelé à être le Vice-Président de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;
2. Josiane DOSTIE
3. Mohamed EL HAMOUTI
4. Harmony DEKNUDT
5. Valérie LOSEKE MBALEMBA

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

---

### **Departement Algemene diensten en Demografie**

#### **Sociale actie - Vzw Promouvoir les Cultures à Molenbeek - Hernieuwing van mandaten - Benoeming van vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van PCM - Legislatuur 2024-2030.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 1 december 2024 waarbij de Gemeenteraad werd geïnstalleerd naar aanleiding van de verkiezingen van 13 oktober 2024;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan te duiden in bepaalde organisaties en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Gezien de oprichting op 26 april 2012 van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek” - afgekort PCM vzw, met maatschappelijke zetel gelegen Merchtemsesteenweg 67, 1080 Brussel, en met ondernemingsnummer 0847.062.297;

Gelet op artikel 5 van de statuten van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”, dat bepaalt dat niet meer dan de helft van de leden van de algemene vergadering vertegenwoordigers van de overheid mogen zijn, namelijk de burgemeester en vijf andere gemeenteraadsleden;

Gelet op hetzelfde artikel van de statuten van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”, waarin staat dat de vijf andere gemeenteraadsleden worden benoemd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 juli 1973 tot bescherming van de ideologische en filosofische tendens (Cultuurpactwet);

Overwegend dat, overeenkomstig artikel 21 van de statuten van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”, onder deze vijf andere gemeenteraadsleden, het gemeenteraadslid verkozen als Schepen, verantwoordelijk voor de Franstalige Cultuur of de Sociale Samenhang moet worden opgenomen in het Vice-voorzitterschap van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”;

Overwegende dat de uittredende leden Mevrouw Catherine MOUREAUX, Françoise SCHEPMANS, Laetitia KALIMBIRIRO en Gloria GARCIA-FERNANDEZ en de heren Georges VAN LEECKWYCK en Mohamed EL BOUZZATI zijn;

Gelet op artikel 9 van de statuten van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”, dat bepaalt dat het lidmaatschap verbonden is aan de voorwaarden die hun benoeming of erkenning als lid hebben geregeld;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 16 december 2024 waarbij hij de schepenen heeft verkozen;

Gelet op de bepaling van de bevoegdheden binnen het schepencollege van 19 december 2024;

BESLUIT :

Enig artikel :

Onder haar leden nieuwe leden van de Algemene Vergadering van de vzw

“Promouvoir les Cultures à Molenbeek” te benoemen ter vervanging van de uittredende leden:

Van rechtswege, als lid van het schepencollege:

Mevrouw Catherine MOUREAUX, burgemeester, die voorzitter wordt van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”;

Bij besluit van de Gemeenteraad:

1. De heer Amet GJANAJ, Schepen van Cultuur, benoemd tot vice-voorzitter van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”.

2. Josiane DOSTIE

3. Mohamed EL HAMOUTI

4. Harmony DEKNUDT

5. Valérie LOSEKE MBALEMBA

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

---

19.02.2025/A/0005 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - VIVAQUA scrl - Renouvellement des mandats - Désignation des délégués pour la représentation de la commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Assemblées Générales de VIVAQUA - Désignation de candidats administrateurs - Assemblée générale extraordinaire du 26 mars 2025.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du 1er décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l’installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l’élection des Echevins ;

Considérant qu’il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Vu l’email de Vivaqua scrl en date du 10 janvier 2025 comprenant la convocation et l’ordre du jour pour l’Assemblée Générale qui se réunira en séance extraordinaire au siège social de Vivaqua le mercredi 26 mars 2025 à 11h00 ;

Considérant qu’il y a lieu de désigner les délégués pour représenter la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à l’Assemblée Générale Extraordinaire du 26 mars 2025 ainsi qu’aux autres Assemblées Générales de VIVAQUA pour tout la durée de la nouvelle législature communale 2024 - 2030 ;

Considérant que chaque commune associée est représentée à l’Assemblée Générale et que les communes de septante à cent mille habitants seront représentées à raison de 4 délégués ;

Considérant qu’il y a 2 mandats d’administrateurs réservés pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que les candidats administrateurs tout comme les représentants des communes associées aux assemblées générales doivent être désignés par le Conseil Communal parmi les Conseillers Communaux, les Bourgmestres ou les Echevins de la commune ;

Considérant que les mandats d’administrateurs sont rémunérés ;

DECIDE :

Article 1 :

De désigner les personnes suivantes, pour toute la durée de la nouvelle législature communale, en qualité de délégués pour la représentation de la commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Assemblées Générales de VIVAQUA :

- Josiane DOSTIE
- Ahmed EL KHANNOUSS
- Mohamed EL HAMOUTI
- Rachid BEN SALAH

Article 2 :

De désigner les personnes suivantes pour toute la durée de la nouvelle législature communale, en qualité d'administrateurs pour la représentation de la commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Conseils d'Administration de VIVAQUA :

- Amet GJANAJ
- Taoufik HAMZAOUI

Le Conseil approuve le point.  
42 votants : 42 votes positifs.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie  
Gemeentelijk Secretariaat - VIVAQUA cvba - Vernieuwing van de mandaten -  
Aanduiding van de afgevaardigden voor de vertegenwoordiging van de gemeente  
Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergaderingen van VIVAQUA -  
Aanduiding van de kandidaat-bestuurders - Buitengewone Algemene  
Vergadering op 26 maart 2025.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 1 december 2024 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Gelet op de email van Vivaqua cvba op datum van 10 januari 2025 omvattende de oproeping en de dagorder van de Algemene Vergadering die zal bijeenkomen in buitengewone zitting op woensdag 26 maart 2025 om 11u00 ;

Overwegende dat de vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangesteld te worden voor de buitengewone Algemene Vergadering van 26 maart 2025 alsook voor al de andere zittingen van de Algemene Vergadering van VIVAQUA voor de volledige duur van de gemeentelijke legislatuur 2024 - 2030 ;

Gelet op het feit dat elke gemeente-vennoot vertegenwoordigt is in de Algemene Vergadering en dat de gemeentes met tussen zeventig- en honderdduizend inwoners beschikken over 4 afgevaardigden;

Gelet op het feit dat 2 bestuurdersmandaten toekomen aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat net zoals de vertegenwoordigers van de gemeenten-vennoten op de

zittingen van de Algemene Vergadering, dienen aangeduid te worden door de Gemeenteraad en dienen gekozen te worden uit de Gemeenteraadsleden, de Burgemeesters of de Schepenen van de gemeente;  
Overwegende dat de bestuurdersmandaten bezoldigd zijn;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De volgende personen aan te stellen, voor de volledige duur van de gemeentelijke legislatuur, in de hoedanigheid van afgevaardigden voor de vertegenwoordiging van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in alle Algemene Vergaderingen van VIVAQUA :

- Josiane DOSTIE
- Ahmed EL KHANNOUSS
- Mohamed EL HAMOUTI
- Rachid BEN SALAH

Artikel 2 :

De volgende personen aan te stellen, voor de volledige duur van de gemeentelijke legislatuur, in de hoedanigheid van bestuurder voor de vertegenwoordiging van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Raden van Bestuur van VIVAQUA :

- Amet GJANAJ
- Taoufik HAMZAOUI

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

---

19.02.2025/A/0006 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - BRULABO s.c.r.l. - Renouvellement des mandats.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Vu la lettre du 10 janvier 2025 dans laquelle Brulabo s.c.r.l. demande de désigner le délégué de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Assemblées Générales et de spécifier si le délégué est candidat pour un poste d'administrateur et s'il se porte candidat au poste de Président ;

Considérant que les représentants des communes associées à l'assemblée générale sont désignés par le Conseil Communal de chaque commune parmi les Conseillers, le Bourgmestre et les Echevins de la commune ;

Considérant que le jeton de présence est fixé à 99,73 €(indexé chaque année, valeur 2024) ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner Khalil BOUFRAQUECH , Conseiller Communal, en qualité de délégué à l'Assemblée Générale et de présenter Khalil BOUFRAQUECH comme candidat au poste d'administrateur et au poste de président au Conseil d'Administration de Brulabo s.c.r.l. sise à 1000 Bruxelles, avenue de Maelbeek 3.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Gemeentelijk Secretariaat - BRULABO c.v.b.a. - Vernieuwing van de mandaten.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 5 december 2018 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 14 oktober 2018 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Gelet op de brief van 17 januari 2019 waarin Brulabo c.v.b.a. vraagt om de afgevaardigde van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan te duiden voor de Algemene Vergaderingen en te specificeren of de afgevaardigde kandidaat is voor de post van beheerder en zich ook kandidaat stelt voor de post van Voorzitter ;

Gezien het artikel 66 & 1 van de ordonnantie met betrekking tot de specifieke modaliteiten voor het gemeentelijk beheer en de intergemeentelijke samenwerking van 5 juli 2018 dat specificiert: "De vertegenwoordigers van de gemeenten-vennoten in de Algemene Vergadering zijn aangeduid door de Gemeenteraad van elke gemeente uit de Gemeenteraadsleden, de Burgemeester en de Schepenen van de gemeente";

Overwegende dat het bestuurdersmandaat bezoldigd is;

BESLUIT :

Enig artikel :

Mijnheer Khalil BOUFRAQUECH, Gemeenteraadslid, aan te stellen als afgevaardigde voor de Algemene Vergadering en Mijnheer Khalil BOUFRAQUECH voor te stellen als kandidate voor de post van beheerder en voor de post van voorzitter bij de Raad van Bestuur van Brulabo c.v.b.a.gevestigd te 1000 Brussel, Maalbeeklaan 3.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

---

19.02.2025/A/0007

**Département Services généraux et Démographie**

**Secrétariat communal - Agence Locale pour l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean asbl - Renouvellement des mandats - Désignation des représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'ALE - Législature 2024-2030.**

Le point est reporté.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie  
Gemeentelijk secretariaat - Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Sint-Jans-Molenbeek vzw - Vernieuwing van de mandaten - Aanstelling van de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de PWA - Legislatuur 2024-2030.**

Het punt wordt verdaagd.

---

19.02.2025/A/0008 **Département Services généraux et Démographie  
Secrétariat communal - Désignation de deux représentants effectifs et d'un remplaçant à l'AG de CREAT - TMVS.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20/12/2023 par laquelle le Conseil communal de Molenbeek a décidé d'adhérer à Creat Services dv ;

Vu les statuts de Creat Services dv et le nombre de représentants attribués ;

Vu la convocation à l'assemblée générale extraordinaire de Creat Services dv du 25 mars 2025, dont l'ordre du jour est repris en annexe ;

Vu les dispositions du décret sur les pouvoirs locaux ;

DÉCIDE :

Article 1er :

Saliha RAISS, échevine, et Abdelkarim HAOUARI, échevin, sont désignés pour représenter le Conseil communal à l'assemblée générale de CREAT Services dv et sont autorisés à participer au nom du Conseil communal à toutes les délibérations et propositions, à signer tous les procès-verbaux, la liste de présence, les autres documents, et généralement à faire tout ce qui est nécessaire pour représenter les intérêts du Conseil communal lors de ces assemblées.

Article 2 :

De ne pas désigner de suppléant.

Article 3 :

Si le Conseil communal ne révoque pas la présente résolution, celle-ci restera valable jusqu'au prochain renouvellement général du Conseil municipal.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie  
Gemeentesecretariaat - Aanstelling van twee vertegenwoordigers en één plaatsvervanger voor de Algemene vergadering van CREAT - TMVS.**

DE RAAD,

In het licht van de nieuwe Gemeentewet;  
Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 20/12/2023 waarbij het gemeentebestuur beslist om toe te treden tot Creat Services nv ;  
Gelet op de statuten van Creat Services nv en het aantal toegewezen vertegenwoordigers;  
Gelet op de oproepingsbrief voor de Buitengewone Algemene Vergadering van Creat Services nv waarvan de agenda is bijgevoegd ;  
Gelet de bepalingen van het Decreet over Lokaal Bestuur ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Saliha RAISS, schepen, en Abdelkarim HAOUARI, schepen, worden aangewezen als vertegenwoordigers in de algemene vergadering van CREAT Services nv en worden gemachtigd de Gemeenteraad deel te nemen aan al de beraadslagingen en stellingen, alle notule documenten te tekenen, en in het algemeen alles te doen wat nodig is om de beslissingen te behartigen op deze vergaderingen.

Artikel 2 :

Geen plaatsvervanger aan te duiden.

Artikel 3 :

Indien de Gemeenteraad dit besluit niet herroept, blijft het geldig tot de eerstvolgende Gemeenteraad.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

*Taoufik Hamzaoui préside la séance / zit de zitting voor.*

---

19.02.2025/A/0009

**Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse  
Enseignement francophone - Enseignement communal de Promotion sociale -  
Institut Machtens - Convention entre l'Administration communale et l'asbl  
Service Emploi de Koekelberg pour l'occupation gratuite d'un local de cours à  
l'Institut Machtens en 2025 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que l'article 114 du décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités déterminées à l'article 7 dudit décret :

Concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;

Répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturelles ;

Vu le règlement communal d'occupation des salles et des locaux appartenant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean, adopté par le Conseil communal du 23 septembre 2015 et publié par voie d'affichage le 27 octobre 2015 ;

Considérant la demande de l'asbl Service Emploi de Koekelberg, en date du 16 janvier 2025, sollicitant la mise à disposition à titre gratuit d'un local situé au 1<sup>er</sup> étage à l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion

sociale (rue Tazieaux, 25), repris comme bâtiment communal ;  
Considérant que l'asbl Service Emploi de Koekelberg donnera priorité aux demandeurs d'emploi Molenbeekois et l'offre gratuite de divers services techniques, ci-annexés dans la convention de mise à disposition des locaux ;  
Considérant que ces cours seront donnés par la section CFITECH, Centre de formation OISP de l'asbl Service Emploi de Koekelberg ;  
Considérant que ces modules seront destinés à des demandeurs d'emploi de la Région bruxelloise comprenant :  
- html5 css3, Bootstrap ;  
- JavaScript, typescript, react, angular ;  
- PHP MySQL Symfony, Java ;  
- Gestion et planification des projets ;  
- Formation qualifiante et certifiante nommée « WEB-Développeur » conventionnée par Bruxelles formation et financée par ACTIRIS, COCOF et FSE ;  
Considérant que ce projet s'inscrit dans une politique de formations qualifiantes dans le cadre des organismes d'insertion socio-professionnelles bruxelloises. L'objectif de l'ASBL étant de former les demandeurs d'emploi dans les métiers de l'informatique afin de maximiser leur mise à l'emploi dans un secteur porteur ;  
L'accès aisé de l'endroit en raison de sa localisation explique le succès grandissant des modules informatiques auprès des Molenbeekois et des habitants des communes limitrophes ;  
Considérant que ces cours seront donnés du 10 mars 2025 au 31 décembre 2025, du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00 ou de 9h00 à 16h30 (selon disponibilités) ;  
Considérant que ces occupations auront toujours lieu en dehors des heures de l'Institut Machtens (18h00 à 21h30) et uniquement durant les jours d'ouverture (hors vacances scolaires) ;  
Considérant que ce projet profitera à la commune de Molenbeek-Saint-Jean et se veut intégrateur et positif ;  
Considérant l'accord de principe de Madame Stéphanie PITZ, Directrice de l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale à Molenbeek-Saint-Jean ;

DECIDE :

Article unique :

d'approuver la mise à disposition à titre gratuit, du 10 mars 2025 au 31 décembre 2025, d'un local (1<sup>er</sup> étage) de l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, situé rue Tazieaux, 25 à 1080 Bruxelles au profit de l'asbl Service Emploi de Koekelberg, en échange de la gratuité à tous les cours pour les Molenbeekois et de la gratuité de divers services techniques, formalisée dans la convention ci-annexée établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut Machtens et l'asbl Service Emploi de Koekelberg.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Franstalig onderwijs - Gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie - Machtens**  
**Instituut - Overeenkomst tussen het gemeentebestuur en de vzw Koekelberg**  
**Arbeidsbemiddeling voor de vrije ingebruikneming van cursuslokaal aan het**

## **Machtens Instituut in 2025 - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.  
42 stemmers : 42 positieve stemmen.

---

19.02.2025/A/0010

### **Prévention et Vie Sociale**

#### **Prévention - Installation et l'utilisation de caméras fixes temporaires sur l'ensemble du territoire communal pour l'année 2025.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 135 de la Nouvelle Loi Communale ;  
Considérant la Règlementation générale en matière de protection des données (RGPD)  
Considérant la Loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance et ses arrêtés d'exécution ;  
Considérant la Circulaire ministérielle du 10 décembre 2009 relative à la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;  
Considérant l'Arrêté royal du 8 mai 2018 relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'images de caméras de surveillance  
Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a fait de la propreté publique une priorité et a mis en place de nombreuses initiatives destinées à améliorer la propreté sur l'espace public ;  
Considérant que la Cellule Incivilités, qui a pour mission la sensibilisation et la répression des infractions en matière de propreté, a également été renforcée mais reste démunie face aux nombreux dépôts clandestins commis à toutes heures du jour et de la nuit à différents endroits situés sur le territoire de la Commune ;  
Considérant que ces infractions constituent des incivilités au sens de l'article 135 de la nouvelle loi communale ;  
Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dispose de caméras de surveillance fixes temporaires qui sont placées dans des lieux ouverts de manière à réduire ce type d'incivilités ;  
Considérant que les incivilités en matière de propreté publique se produisent sur l'ensemble du territoire communal, d'où la nécessité de pouvoir placer ces caméras de surveillance sur l'ensemble des artères de la Commune ;  
Considérant que ces caméras ont vocation à être déplacées sur l'ensemble du territoire de la commune ;  
Considérant que la commune est responsable du traitement aux yeux de la loi en tant qu'elle détermine les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel ;  
Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2/1 de la loi du 21 mars 2007 précitée, la décision d'installer une ou plusieurs caméras dans un lieu ouvert ne peut être prise qu'après l'avis positif du Conseil communal, lui-même rendu après avoir consulté le chef de corps ;  
Considérant l'avis du 20/01/2025 sollicité auprès du chef de corps de la Police zonale ;  
Considérant l'avis positif du Chef de corps de la Police zonale relatif à l'installation de caméras de surveillance fixes temporaires sur l'ensemble du territoire de la

commune (annexé à la présente) ;

Considérant que les agents de la Cellule Incivilités ne visionneront pas les images temps réel et ne conserveront pas les images plus d'un mois comme le prévoit la réglementation en vigueur ;

Considérant que la commune respecte les dispositions légales en matière de déclaration d'installation de caméras et de tenue du registre d'activités de traitement d'image ;

Considérant la décision du Collège du 15 juillet 2021 approuvant la liste du personnel communal apte à représenter la commune dans la procédure de déclaration ;

Considérant qu'il est proposé de fixer le délai de validité du présent avis au 31 décembre 2025 ;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance de l'avis du Chef de Corps de la Police ;

Article 2 :

De remettre un avis positif quant à l'installation et l'utilisation de caméras fixes temporaires sur l'ensemble du territoire communal pour la poursuite d'infractions qui constituent des incivilités au sens de l'article 135 de la Nouvelle loi communale et ce, pour l'année 2025.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

---

### **Preventie en Sociale Leven**

#### **Preventie - Installatie en gebruik van tijdelijke vaste camera's op het hele gemeentelijke grondgebied voor het jaar 2025.**

DE RAAD,

Gezien de artikelen 117 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de algemene verordening inzake gegevensbescherming (GDPR) ;

Gezien de wet van 21 maart 2007 die de installatie en het gebruik van bewakingscamera's en haaruitvoeringsbesluiten regelt;

Gezien de ministeriële circulaire van 10 december 2009 betreffende de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de installatie en het gebruik van bewakingscamera's ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 mei 2018 betreffende de verklaringen inzake de installatie en het gebruik van de bewakingscamera's en het activiteitenregister voor de verwerking van de beelden van de bewakingscamera's ;

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van de openbare orde een prioriteit heeft gemaakt en tal van initiatieven heeft genomen om de openbare ruimte beter schoon te maken;

Overwegende dat de dienst Onburgerlijk Gedrag, die tot taak heeft het bewustzijn te vergroten en overtredingen te bestraffen op het gebied van netheid, is ook versterkt, maar blijft machteloos tegenover de vele illegale afzettingen die overdag en 's nachts op verschillende plaatsen op het grondgebied van de Gemeente worden gepleegd;

Overwegende dat deze delicten onbeleefdheden vormen in de zin van artikel 135 van de nieuwe gemeentewet ;

Aangezien de gemeente Sint-Jans-Molenbeek momenteel over tijdelijke vaste bewakingscamera's beschikt die op open plaatsen worden geplaatst om dit soort onbeschikbaarheden te verminderen;

Gezien het feit dat er op het hele grondgebied van de gemeente sprake is van een gebrek aan openbare netheid, is het noodzakelijk om deze bewakingscamera's op alle

slagaders van de gemeente te kunnen plaatsen;  
Gezien het feit dat deze camera's bedoeld zijn om over het hele grondgebied van de gemeente te gebruiken.  
Overwegende dat de gemeente verantwoordelijk is voor de verwerking in de zin van de wet, voor zover ze het doel en de wijze van verwerking van de persoonsgegevens bepalen.  
Gezien het feit dat krachtens artikel 5, § 2/1 van voornoemde wet van 21 maart 2007, de beslissing om één of meer camera's in een open ruimte te installeren pas kan worden genomen na een positief advies van de gemeenteraad, zelf gegeven na raadpleging van de korpschef;  
Gezien het advies van 20/01/2025 dat aan het korpschef van de politiezone gevraagd is;  
Gezien het positieve advies van de korpschef van de politiezone betreffende de installatie van tijdelijke vaste bewakingscamera's op het gehele grondgebied van de gemeente (zie bijlage);  
Aangezien de agenten van de Onburgerlijk Gedrag de beelden niet in real time zullen bekijken en de beelden niet langer dan een maand zullen bewaren zoals voorzien in de geldende regelgeving;  
Overwegende dat de gemeente zich houdt aan de wettelijke bepalingen betreffende de verklaring van de installatie van de camera en het bijhouden van het register van de beeldverwerkingsactiviteiten ;  
Gelet op het besluit van het college van 15 juli 2021 tot goedkeuring van de lijst van gemeentelijk personeel dat de gemeente in de aangifteprocedure kan vertegenwoordigen;  
Overwegende dat wordt voorgesteld de geldigheidsduur van deze mededeling vast te stellen op 31 december 2025 ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Om kennis te nemen van de mening van de korpschef.

Artikel 2 :

Een positief advies geven over de installatie en het gebruik van tijdelijke vaste camera's op het helegemeentelijke grondgebied voor de vervolging van strafbare feiten die een vorm van schending zijn in de zin van artikel 135 van de nieuwe gemeentewet en dit, voor het jaar 2025.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

*Hamza Zibouh quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

19.02.2025/A/0011 **Prévention et Vie Sociale**  
**Prévention - Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2025 - Prolongation.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil des ministres du 5 juillet 2024 de prolonger le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention d'une année et ce, jusqu'au 31 décembre 2025 (AR du 17 juillet 2024) ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2024 qui précise les modalités pratiques (qui

incluent les modifications du plan) de la prolongation d'une année du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention ;

Considérant que sous peine d'irrecevabilité, les communes doivent présenter leur plan pour l'année 2025 le 31 mars 2025 au plus tard;

Considérant que les communes sont tenues d'utiliser le modèle de plan en version Excel fourni par l'administration ;

Considérant que le dossier contient la décision du Conseil Communal approuvant le projet soumis ;

Considérant que si le conseil communal n'est pas en mesure de donner son approbation à la date limite du 31 mars 2025, une décision du Collège des Bourgmestre et Echevins « sous réserve d'approbation par le Conseil Communal » peut être rendue par anticipation. La notification du Conseil Communal doit ensuite être transmise à l'administration dans les meilleurs délais ;

Considérant que pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean, il y a lieu de confirmer que les plans 2025 seront prolongés mais que le nom du Secrétaire faisant fonction doit être modifié par rapport à l'édition précédente;

Considérant qu'il y a lieu de mentionner Mme Vandeput Nathalie comme Secrétaire faisant fonction ;

Considérant que le dossier doit être envoyé par voie électronique uniquement, par mail à [sliv@ibz.be](mailto:sliv@ibz.be);

DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> :

D'approuver la prolongation du PSSP actuel pour l'année 2025 selon le formulaire annexé à la présente délibération mais que le nom du Secrétaire faisant fonction doit être modifié et qu'il y a lieu de mentionner Mme Vandeput Nathalie pour ladite fonction;

Article 2 :

De transmettre par voie électronique le dossier accompagné de la décision du Conseil Communal pour le 31 mars au plus tard ;

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 24 votes positifs, 17 abstentions.

---

## **Preventie en Sociale Leven**

### **Preventie - Strategische Veiligheids- en Preventieplan 2025 - Verlenging.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 5 juli 2024 om het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan met één jaar te verlengen tot 31 december 2025 (Koninklijk Besluit van 17 juli 2024);

Gelet op het Ministerieel Besluit van 20 december 2024, dat de modaliteiten (met inbegrip van de planwijzigingen) voor de verlenging met één jaar van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan bepaalt;

Overwegende dat de gemeenten, op straffe van onontvankelijkheid, hun plan voor 2025 ten laatste op 31 maart 2025 moeten indienen;

Overwegende dat de gemeenten verplicht zijn de Excel-versie van het modelplan te gebruiken dat door de administratie ter beschikking wordt gesteld;

Overwegende dat het dossier de beslissing van de Gemeenteraad bevat die het ingediende project goedkeurt;

Overwegende dat, als de Gemeenteraad zijn goedkeuring niet kan geven voor de deadline van 31 maart 2025, een beslissing van het College van Burgemeester en

Schepenen “onder voorbehoud van goedkeuring door de Gemeenteraad” vervroegd kan worden gegeven. Overwegende dat voor de gemeente Sint-Jans-Molenbeek bevestigd moet worden dat de plannen voor 2025 verlengd worden, maar dat de naam van de waarnemend secretaris gewijzigd moet worden ten opzichte van de vorige editie;

Overwegende dat mevrouw Vandeput Nathalie moet worden vermeld als waarnemend secretaris;

Overwegende dat het dossier uitsluitend elektronisch moet worden verzonden, per e-mail naar [sliv@ibz.be](mailto:sliv@ibz.be);

BESLUIT:

Artikel 1:

Om de verlenging van het huidige SVPP voor het jaar 2025 goed te keuren volgens het aan deze beraadslaging gehechte formulier, met dien verstande dat de naam van de waarnemend secretaris voor genoemde functie wordt veranderd in mevrouw Vandeput Nathalie;

Artikel 2:

Om het dossier met het besluit van de gemeenteraad uiterlijk op 31 maart langs elektronische weg toe te zenden;

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 24 positieve stemmen, 17 onthoudingen.

---

19.02.2025/A/0012

**Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière  
Cellule Habitat - Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres - Bilan 2023.**

LE CONSEIL,

Vu le Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres, signé en juin 2013, et notamment son article 6, relatif à son évaluation annuelle;

Considérant que la Cellule Habitat est chargée au sein de l'Administration communale de la coordination du dispositif ;

Considérant qu'il est proposé au Conseil Communal de prendre acte du bilan 2023 dudit Protocole (comprenant le bilan du CPAS et FRAUDES en annexe), s'agissant d'un volet d'action important pour notre Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 28.11.2024;

DÉCIDE

Article unique

De prendre acte du bilan 2023 et de ses annexes du Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres.

Le Conseil prend acte.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer  
HabitatCel - Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek,  
het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-  
West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde  
woningen - Balans 2023.**

E RAAD,

lelet op het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar  
entrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de  
rijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen, ondertekend in juni 2013, en  
ooral artikel 6, betreffende de jaarlijkse evaluatie ervan;

verwegende dat de HabitatCel, binnen het Gemeentebestuur, bevoegd is voor de coördinatie  
an deze regeling;

verwegende dat op de Gemeenteraad werd voorgesteld om akte te nemen van de balans  
023 van het genoemde Protocol (omvattende de balans van het OCMW en FRAUDES in  
ijlage), die een belangrijke luik van actie betreft voor onze Gemeente;

p voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 28.11.2024;

ESLIST

nig artikel

kte te nemen van de balans 2023 en bijlagen van het Samenwerkingsprotocol  
issen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor  
laatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd  
egen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen.

De Raad neemt akte.

*Hassan Ouassari entre en séance / treedt in zitting.*

*Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Olivier Mahy quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

19.02.2025/A/0013 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse  
Petite enfance - Crèche « Reine Fabiola » - Prolongation de collaboration  
artistique, approbation de la convention.**

LE CONSEIL,

Considérant l'ordre de service 393 envoyé le 27.10.23, rappelant que les  
conventions soumises à la signature doivent être accompagnées de la  
délibération du Conseil Communal les approuvant ;

Considérant qu'une prolongation de la convention est souhaitée par les  
artistes de la compagnie et par l'équipe de direction de la crèche « Reine  
Fabiola » ;

Considérant qu'une convention doit être établie entre la compagnie « sQueezz  
» et la crèche « Reine Fabiola » représentée par l'Administration Communale  
de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant l'avis du service juridique de l'Administration Communale de  
Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant l'avis de l'ONE ;

Considérant l'arrêté du gouvernement de la communauté française fixant le

code de qualité de l'accueil Art. 2 : « Afin de réunir pour chaque enfant les conditions d'accueil les plus propices à son développement intégré sur les plans physique, psychologique, cognitif, affectif et social, le milieu d'accueil préserve et encourage le désir de découvrir de l'enfant en organisant des espaces de vie adaptés à ses besoins, en mettant à sa disposition du matériel et lui donnant accès à des activités, le cas échéant, diversifiées. » ;

Considérant que les ateliers organisés par la compagnie « sQueezz » sont adaptés aux enfants de 0 à 3 ans et qu'ils se dérouleront dans le milieu d'accueil ;

Considérant que les informations pratiques, tarifaires et d'annulation sont définies dans la convention ;

Considérant que le coût à charge de la Commune sera de 00,00 EUR TTC ;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver la prolongation de la convention de collaboration ci-annexée.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 26 votes positifs, 14 abstentions.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Kinderopvang - Kinderdagverblijf « Reine Fabiola » - Verlenging van artistieke samenwerking, goedkeuring van de overeenkomst.**

DE RAAD,

Gelet op dienstorder 393 verzonden op 27.10. 23, waarin eraan wordt herinnerd dat de overeenkomsten die ter ondertekening worden voorgelegd, vergezeld moeten gaan van de beraadslaging van de Gemeenteraad die ze goedkeurt ;

Overwegende dat een verlenging van de overeenkomst wordt gewenst door de artiesten van de vennootschap en door de directie van het kinderdagverblijf « Reine Fabiola » ;

Overwegende dat er een overeenkomst moet worden opgesteld tussen de vennootschap « sQueezz » en het kinderdagverblijf « Reine Fabiola », vertegenwoordigd door de Gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien het advies van de juridische dienst van de Gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien het advies van de ONE ;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse gemeenschap tot vaststelling van de kwaliteitscode voor kinderopvang, Art. 2: « Teneinde elk kind de omstandigheden voor kinderopvang te bieden die het meest bevorderlijk zijn voor zijn geïntegreerde fysieke, psychologische, cognitieve, emotionele en sociale ontwikkeling, moet de omgeving van de kinderopvang de ontdekkingsdrang van het kind in stand houden en aanmoedigen door leefruimten te organiseren die aangepast zijn aan zijn behoeften, door materiaal ter beschikking te stellen van het kind en door hem toegang te geven tot gediversifieerde activiteiten, indien nodig » ;

Overwegende dat de workshops georganiseerd door het bedrijf « sQueezz » geschikt zijn voor kinderen van 0 tot 3 jaar en dat deze zullen plaatsvinden in de kinderopvangomgeving ;

Overwegende dat de praktische informatie, de informatie over de prijzen en annuleringsvoorwaarden zijn gedefinieerd in de overeenkomst ;  
Overwegende dat de kosten ten laste van de gemeente EUR 00,00 inclusief belastingen zullen bedragen ;

**BESLUIT :**

Enig artikel :

De verlenging van de samenwerkingsovereenkomst in bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 26 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

*Jamel Azaoum entre en séance / treedt in zitting.*

*Olivier Mahy entre en séance / treedt in zitting.*

---

19.02.2025/A/0014

**Département Finances**

**Marchés Publics - Marché public de services à bordereau de prix relatif à « 01 Alarme - Intrusion - Incendie des bâtiments communaux année 2025 » - Procédure négociée directe avec publication préalable - Approbation des conditions et du mode de passation.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 221.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il convient de prévoir l'entretien et les interventions en cas de panne des systèmes de détection Intrusion et Incendie des bâtiments communaux afin de garantir le fonctionnement correct des installations conformément aux normes en vigueur ;

Considérant le cahier des charges N° MP/2025/029 relatif au marché "ALARME\_INTRUSION\_INCENDIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ANNÉE 2025" établi par le Service Marchés Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 160.020,00 EUR HTVA ou 193.624,20 EUR, 21% TVAC ;

Considérant que le marché sera conclu pour une période d'un an ;

Considérant que le présent marché (à bordereau de prix) sera lancé via une procédure négociée directe avec publication préalable, conformément à l'article 36, §1er de la loi du 17 juin 2016 et conformément à l'article 11, 3° de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs Classiques ;

Considérant qu'il est proposé de prendre connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges administratif, technique, et de ses annexes établies par le Service des Marchés Publics en collaboration avec le service des propriétés communales ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire de

l'exercice 2025, des articles suivants :  
7220/125/06,8440/125/06,1040/125/06,1370/125/06,7610/125/06,8780/125/06,8710/125/06,  
9220/125/06,4210/125/06,7630/125/06,7350/125/06,8420/125/06,7640/125/06,7620/125/06,  
7624/125/06,7670/125/06,7660/125/06,9301/125/06, 7340/125/06 ;

DECIDE :

Article 1er

De lancer le marché public de services relatif à “ALARME\_INTRUSION\_INCENDIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ANNÉE 2025” pour une période d'un an via la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 2

D'approuver le cahier des charges N° MP/2025/029, ainsi que ses annexes établis par le Service Marchés Publics pour le marché public de services relatif à “ALARME\_INTRUSION\_INCENDIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ANNÉE 2025”, pour une période d'un an ;

Article 3

D'approuver la dépense globale pour ce marché estimé à 160.020,00 EUR HTVA, soit 193.624,20 EUR TVAC. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Article 4

d'approuver et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

---

## **Departement Financiën**

### **Openbare diensten - Overheidsopdracht voor dienstverlening met prijslijst voor “01 Alarme - Intrusion - Incendie des bâtiments communaux année 2025” - Rechtstreekse onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de gunningsvoorwaarden en gunningsmethode.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 221.000,00 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “ALARME\_INTRUSION\_INCENDIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ANNÉE 2025” een bestek met nr. MP/2025/029 werd opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 160.020,00 EUR excl. btw of 193.624,20 EUR incl. 21% btw;

Overwegende dat het contract zal worden gesloten voor een periode van één jaar;

Overwegende dat dit contract (met prijslijst) zal worden gelanceerd via een onderhandse procedure met voorafgaande bekendmaking, in overeenstemming met artikel 36, §1 van de wet van 17 juni 2016 en in overeenstemming met artikel 11, 3° van het Koninklijk Besluit

van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat wordt voorgesteld om kennis te nemen van de aanbestedingsdocumenten, namelijk het administratieve, technische bestek en zijn bijlagen opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten in samenwerking met de gemeentelijke eigendommen;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven zijn opgenomen in de gewone begroting voor het begrotingsjaar 2025, onder de volgende artikelen 7220/125/06, 8440/125/06, 1040/125/06, 1370/125/06, 7610/125/06, 8780/125/06, 8710/125/06, 9220/125/06, 4210/125/06, 7630/125/06, 7350/125/06, 8420/125/06, 7640/125/06, 7620/125/06, 7624/125/06, 7670/125/06, 7660/125/06, 9301/125/06, 7340/125/06 ;

Beslist:

Artikel 1

Het overheidsopdracht met betrekking tot “BRANDINTRUSIE\_ALARMSYSTEMEN VOOR GEBOUWEN IN DE GEMEENSCHAP JAAR 2025” te lanceren voor een periode van één jaar via de onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Artikel 2

Het bestek nr. MP/2025/029 en de bijlagen daarbij, opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten, voor de overheidsopdracht voor dienstverlening met betrekking tot “BRANDINTRUSIE\_ALARMING IN GEMEENTEBOUWEN JAAR 2025”, voor een periode van één jaar goed te keuren;

Artikel 3

De totale uitgaven voor deze opdracht die geraamd worden op 160 020,00 euro excl. btw, d.w.z. 193 624,20 euro incl. btw. goed te keuren;

Artikel 4

het standaard publicatieformulier wordt goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

---

19.02.2025/A/0015

**Receveur Communal**

**Recette communale - Vérification de l'encaisse communale du 01.01.2024 au 31.12.2024.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance du procès-verbal de vérification de l'encaisse communale du 01.01.2024 au 31.12.2024 ;

Considérant que la situation de l'encaisse communale au 31.12.2024 a été vérifiée par Monsieur l'Echevin des Finances délégué ;

Considérant que le solde débiteur à justifier par le Receveur communal s'élève à 8.991.357,06 EUR tel qu'il est repris dans la situation de trésorerie détaillée ci-annexée ;

Considérant que ce solde inclut un crédit à terme fixe de 32.000.000 EUR auprès de BRINFIN ;

Considérant que l'encaisse correspondant exactement aux montants à justifier ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 81 du nouveau Règlement sur la comptabilité communale ;

**Prend connaissance** du procès-verbal de la vérification de l'encaisse communale du 01.01.2024 au 31.12.2024 conformément aux dispositions de l'article 131 de la nouvelle loi communale.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Gemeenteontvanger**

**Gemeenteontvangst - Controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2024 tot 31.12.2024.**

DE RAAD,

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van de gemeentekas van 01.01.2024 tot 30.09.2024;

Overwegende dat het kasgeld tot en met 11.02.2025 werd gecontroleerd door De heer afgevaardigde Schepen van Financiën;

Overwegende dat het debet saldo te verklaren door de Gemeenteontvanger 8.991.357,06 EUR bedraagt zoals dit in bijlage werd gerechtvaardigd in de toestand van de thesaurie;

Overwegende dat het resultaat lening op vaste termijn bevat van 32.000.000 EUR bij BRINFIN;

Overwegende de gemeentekas komt exact overeen met de te rechtvaardigen bedragen;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 81 van het nieuw reglement op de gemeentelijke boekhouding;

**Neemt kennis** van het proces-verbaal van de controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2024 tot 31.12.2024 overeenkomstig de bepalingen van artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad neemt kennis.

**Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat Ecole La Rose des Vents - Visites de chantier - Appel.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 accordant un subside à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean d'un montant de 1.250.000€ dans le cadre du programme de rénovation urbaine "Contrat École La Rose des Vents" - Budget 2023;

Vu le courrier du 15 décembre 2023 de perspective.brussels notifiant l'arrêté de subvention dans le cadre du Contrat École La Rose des Vents;

Considérant que ce programme prévoit les projets suivants qui sont portés par la Commune: Une nouvelle entrée pour les écoles, Une entrée pour le jardin, Apaisement de la rue de Courtrai, Dépollution du terrain vague, Aménagement d'un jardin en cœur d'îlot, Activation du jardin en cœur d'îlot, Murs habillés, Visibilisation des associations du quartier, Visites de chantier et le Coordinateur école quartier;

Considérant que le programme du contrat école prévoit l'action 3.2 "Visites de chantier" pour laquelle la Commune doit lancer un appel;

Considérant que le Département Infrastructures et Développement Urbain a élaboré un règlement et un formulaire de candidature pour cette action;

Considérant que le règlement pour l'appel à projets est repris en annexe;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement pour l'action 3.2 "Visites de chantier" dans le cadre du Contrat Ecole La Rose des Vents.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**  
**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Schoolcontract La Rose des Vents - Werfbezoeken - Oproep.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 1.250.000€ aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het programma voor stadsvernieuwing "Schoolcontract La Rose des Vents" - Begroting 2023;

Gelet op de brief van 15 december 2023 van perspective.brussels ter kennisgeving van het subsidiebesluit in het kader van het schoolcontract La Rose des Vents;

Overwegende dat het programma de volgende projecten voorziet die gedragen worden door de gemeente : Een nieuwe ingang voor de scholen, Een ingang voor de tuin, Verkeersstroom in Kortrijkstraat verminderen, Sanering van braakliggend terrein, Aanleg van een tuin op de binnenkoer, Activatie van de tuin op de binnenkoer, Beklede muren, Zichtbaarheid van de

wijkverenigingen, Werfbezoeken en de School-wijk coördinator;  
Overwegende dat het programma voor het schoolcontract voorziet in de actie 3.2 "Werfbezoeken", waarvoor de gemeente een oproep moet lanceren;  
Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de bovengenoemde actie een reglement en een kandidatuurformulier heeft opgesteld;  
Overwegende dat het reglement voor de oproep tot het indienen van projecten in bijlage is opgenomen;  
Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het reglement betreffende actie 3.2 "Werfbezoeken" in het kader van het Schoolcontract La Rose des Vents goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

---

19.02.2025/A/0017

**Département Infrastructures et Développement urbain**

**Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat Ecole La Rose des Vents - Visibilisation des associations du quartier - Appel.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 accordant un subside à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean d'un montant de 1.250.000€ dans le cadre du programme de rénovation urbaine "Contrat École La Rose des Vents" - Budget 2023;

Vu le courrier du 15 décembre 2023 de perspective.brussels notifiant l'arrêté de subvention dans le cadre du Contrat École La Rose des Vents;

Considérant que ce programme prévoit les projets suivants qui sont portés par la Commune: Une nouvelle entrée pour les écoles, Une entrée pour le jardin, Apaisement de la rue de Courtrai, Dépollution du terrain vague, Aménagement d'un jardin en cœur d'îlot, Activation du jardin en cœur d'îlot, Murs habillés, Visibilisation des associations du quartier, Visites de chantier et le Coordinateur école quartier;

Considérant que le programme du contrat école prévoit l'action 3.1 "Visibilisation des associations du quartier" pour laquelle la Commune doit lancer un appel;

Considérant que le Département Infrastructures et Développement Urbain a élaboré un règlement et un formulaire de candidature pour cette action;

Considérant que le règlement pour l'appel à projets est repris en annexe;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement pour l'action 3.1 "Visibilisation des associations du quartier" dans le cadre du Contrat Ecole La Rose des Vents.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Schoolcontract La Rose des Vents - Zichtbaarheid van de buurtverenigingen - Oproep.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 1.250.000€ aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het programma voor stadsvernieuwing "Schoolcontract La Rose des Vents" - Begroting 2023;

Gelet op de brief van 15 december 2023 van perspective.brussels ter kennisgeving van het subsidiebesluit in het kader van het schoolcontract La Rose des Vents;

Overwegende dat het programma de volgende projecten voorziet die gedragen worden door de gemeente : Een nieuwe ingang voor de scholen, Een ingang voor de tuin, Verkeersstroom in Kortrijkstraat verminderen, Sanering van braakliggend terrein, Aanleg van een tuin op de binnenkoer, Activatie van de tuin op de binnenkoer, Beklede muren, Zichtbaarheid van de wijkverenigingen, Werfbezoeken en de School-wijk coördinator;

Overwegende dat het programma voor het schoolcontract voorziet in actie 3.1 "Zichtbaarheid van de buurtverenigingen", waarvoor de gemeente een oproep moet lanceren;

Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de bovengenoemde actie een reglement en een kandidatuurformulier heeft opgesteld;

Overwegende dat het reglement voor de oproep tot het indienen van projecten in bijlage is opgenomen;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het reglement betreffende actie 3.1 "Zichtbaarheid van de buurtverenigingen" in het kader van het Schoolcontract La Rose des Vents goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

---

19.02.2025/A/0018

**Département Infrastructures et Développement urbain  
Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat Ecole La Rose des Vents - Activation du jardin en cœur d'îlot - Appel.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 accordant un subside à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean d'un montant de 1.250.000€ dans le cadre du programme de rénovation urbaine "Contrat École la Rose des Vents" - Budget 2023;

Vu le courrier du 15 décembre 2023 de perspective.brussels notifiant l'arrêté de subvention dans le cadre du Contrat École La Rose des Vents;

Considérant que ce programme prévoit les projets suivants qui sont portés par

la Commune: Une nouvelle entrée pour les écoles, Une entrée pour le jardin, Apaisement de la rue de Courtrai, Dépollution du terrain vague, Aménagement d'un jardin en cœur d'îlot, Activation du jardin en cœur d'îlot, Murs habillés, Visibilisation des associations du quartier, Visites de chantier et le Coordinateur école quartier;

Considérant que pour ladite action 2.3 "Activation du jardin en cœur d'îlot", la Commune doit lancer un appel;

Considérant que le Département Infrastructures et Développement Urbain a élaboré un règlement et un formulaire de candidature pour cette action;

Considérant que le règlement pour l'appel à projets est repris en annexe;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement pour l'action 2.3 "Activation du jardin en cœur d'îlot" dans le cadre du Contrat Ecole La Rose des Vents.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**  
**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Schoolcontract La Rose des Vents - Activatie van de tuin op de binnenkoer - Oproep.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 1.250.000€ aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het programma voor stadsvernieuwing "Schoolcontract la Rose des Vents " - Begroting 2023;

Gelet op de brief van 15 december 2023 van perspective.brussels ter kennisgeving van het subsidiebesluit in het kader van het schoolcontract La Rose des Vents;

Overwegende dat het programma de volgende projecten voorziet die gedragen worden door de gemeente : Een nieuwe ingang voor de scholen, Een ingang voor de tuin, Verkeersstroom in Kortrijkstraat verminderen, Sanering van braakliggend terrein, Aanleg van een tuin op de binnenkoer, Activatie van de tuin op de binnenkoer, Beklede muren, Zichtbaarheid van de wijkverenigingen, Werfbezoeken en de School-wijk coördinator;

Overwegende dat voor de bovengenoemde actie 2.3 "Activatie van de tuin op de binnenkoer", de gemeente een oproep moet lanceren;

Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de bovengenoemde actie een reglement en een kandidatuurformulier heeft opgesteld;

Overwegende dat het reglement voor de oproep tot het indienen van projecten in bijlage is opgenomen;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het reglement betreffende de actie 2.3 "Activatie van de tuin op de binnenkoer" in het kader van het Schoolcontract La Rose des Vents goed te

keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
42 stemmers : 42 positieve stemmen.

---

19.02.2025/A/0019

**Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrats de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » et « Etangs Noirs », Contrat d'Axe et Contrat d'Ilot « Courtrai-Ostende » - Modification de la composition de la Commission de Quartier.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'Ordonnance du 06/10/2016) du 24 novembre 2016 ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2017 (séance du 16/11/2017) par laquelle ce Gouvernement décide le lancement, en partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat de Quartier Durable autour du périmètre urbain « Parc de l'Ouest » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 novembre 2020 (séance du 15/10/2020) par laquelle ce Gouvernement décide du lancement, en partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat de Quartier Durable pour le périmètre « Etangs Noirs » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 novembre 2022 (séance du 8/09/2022) par laquelle ce Gouvernement décide du lancement, en partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat d'Axe et Contrat d'Ilot pour le périmètre « Courtrai-Ostende » ;

Vu les décisions du Conseil Communal du 17 décembre 2018, du 8 avril 2021 et du 30 août 2023 d'approuver respectivement la composition de la commission de quartier du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest », du Contrat de Quartier Durable « Etangs Noirs » et du Contrat d'Axe et Contrat d'Ilot « Courtrai-Ostende » ;

Considérant que la composition de la Commission de quartier de ces 3 programmes est la même au niveau de la représentation de la Commune ;

Vu la nouvelle composition du Collège des Bourgmestre et échevins et les nouvelles compétences des échevins;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la modification de la composition de la Commission de Quartier des Contrats de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » et « Etangs Noirs » et du Contrat d'Axe et Contrat d'Ilot « Courtrai-Ostende » (en annexe).

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**  
**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzame**

**Wijkcontracten "Rondom Westpark" en "Zwarte Vijvers", As-en Huizenblokcontract "Kortrijk-Oostende" - Wijziging van de samenstelling van de Wijkcommissie.**

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende de organisatie van de stedelijke herwaardering en haar uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende de uitvoering van de ordonnantie van 06/10/2016) van 24 november 2016 ;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in datum van 21 november 2017 (zitting van 16/11/2017) waarmee deze Regering besluit om het Duurzaam Wijkcontract “Rondom Westpark” te lanceren, in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in datum van 12 november 2020 (zitting van 15/10/2020) waarmee deze Regering besluit om het Duurzaam Wijkcontract voor de perimeter “Zwarte Vijvers” te lanceren, in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de betekening van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 november 2022 (zitting van 08/09/2022) waarbij deze Regering beslist om, in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het As- en Huizenblokcontract voor de perimeter “Kortrijk-Oostende” op te starten;

Gezien de besluiten van de Gemeenteraad van 17 december 2018, van 8 april 2021 en van 30 augustus 2023 om respectievelijk de samenstelling van de wijkcommissie van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark", het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" en het As- en Huizenblokcontract "Kortrijk-Oostende" goed te keuren;

Overwegende dat de samenstelling van de wijkcommissie van deze 3 programma's dezelfde is wat betreft de vertegenwoordiging van de gemeente;

Gelet op de nieuwe samenstelling van het college van burgemeester en schepenen en de nieuwe bevoegdheden van de schepenen;

BESLIST :

Enig artikel :

De wijziging van de samenstelling van de Wijkcommissie van de Duurzame Wijkcontracten "Rondom Westpark" en "Zwarte Vijvers" en het As- en Huizenblokcontract "Kortrijk-Oostende" (in bijlage) goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

---

19.02.2025/A/0020

**Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière  
Propriétés communales - Rue Van Kalck 93, 1080 Bruxelles - Location du  
Kiosque au premier étage du bâtiment de la piscine Louis Namèche par la société  
« Gaufrier Louis Namèche » - Convention de mise à disposition de local  
- Report du 22/01/2025.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 14 mars 2024 décidant de prendre acte de la décision du jury de sélectionner Madame Alessia Ahamjik (projet commercial de kiosque à gaufre) pour l'occupation du kiosque à gaufre sis Rue van Kalck 93, 1er étage ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention de mise à disposition de local entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et la société « *Gaufrier Louis Namèche* » (1012.066.821), représentée par Madame Alessia Ahamjik (projet commercial de kiosque à gaufre) pour une durée de 9 ans ;

Considérant qu'en vertu de cette convention de mise à disposition de local, le montant du loyer mensuel pour cette location peut être fixé à la somme de 300,00 EUR et ce à partir du 01 février 2025 ;

Considérant qu'en vertu de cette convention de mise à disposition de local, le montant de la provision de charges sera fixé à la somme mensuelle de 100,00 EUR jusqu'à la reprise des compteurs d'électricité et eau au nom de la future locataire ;

Considérant que cette convention de mise à disposition de local a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention de mise à disposition de local avec la société « *Gaufrier Louis Namèche* » (1012.066.821), pour l'occupation du kiosque situé à rue Van Kalck 93, au premier étage du bâtiment de la piscine Louis Namèche à 1080 Bruxelles, pour une durée de 9 ans et ce à partir du 01 février 2025 ;

Article 2 :

De fixer le montant mensuel du loyer à la somme de 300,00 EUR et de la provision mensuelle de charges à 100,00 EUR ;

Article 3 :

D'inscrire les recettes aux articles 9220/163-01 (300,00 EUR loyer) et 9220/161-048 (100,00 EUR provision de charges) du budget ordinaire 2025.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 25 votes positifs, 15 votes négatifs, 2 abstentions.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer**  
**Gemeentelijke eigendommen - Van Kalckstraat 93, 1080 Brussel - Huur van de kiosk op de eerste verdieping van het gebouw van het zwembad Louis Namèche door het bedrijf « Gaufrier Louis Namèche » - Overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten - Uitstel van 22/01/2025.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 maart 2024 houdende o.a. besluit

Enig artikel :

Kennis te nemen van de beslissing van de jury om mevrouw Alessia Ahamjik (commercieel project wafelkiosk) te selecteren voor de bezetting van de wafelkiosk gelegen in de Van Kalckstraat 93, 1ste verdieping ;

Overwegende derhalve dat er een overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten moet worden afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en het bedrijf "*Gaufrier Louis Namèche*" (1012.066.821), vertegenwoordigd door mevrouw Alessia Ahamjik (commercieel project wafelkiosk) voor een periode van 9 jaar;

Overwegende dat krachtens dit overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten het bedrag van de maandelijkse huur voor deze huur kan worden vastgesteld op een bedrag van 300,00 EUR en dit met ingang van 01 februari 2025 ;

Overwegende dat krachtens de overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten het bedrag van de provisie voor lasten zal worden vastgelegd op een maandelijks bedrag van 100,00 EUR tot de elektriciteits- en watermeters worden overgenomen op naam van de toekomstige huurder ;

Overwegende dat deze overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten werd voorgelegd aan de dienst Juridische Zaken ;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

Goedkeuring van het ontwerp van overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten met het bedrijf "*Gaufrier Louis Namèche*" (1012.066.821) voor het gebruik van de kiosk gelegen aan de Van Kalckstraat 93, op de eerste verdieping van het Louis Namèche zwembadgebouw in 1080 Brussel, voor een duur van 9 jaar te rekenen vanaf 01 februari 2025;

Artikel 2 :

De maandelijkse huurprijs vast te stellen op 300,00 EUR en de maandelijkse provisie voor kosten op 100,00 EUR;

Artikel 3 :

De inkomsten te boeken op de artikelen 9220/163-01 (300,00 EUR huurprijs) en 9220/161-048 (100,00 EUR maandelijkse provisie) van de gewone begroting voor 2025.

Deze beslissing zal worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 25 positieve stemmen, 15 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

---

19.02.2025/A/0021 **Département Développement Durable et Espaces Publics**  
**Mobilité - Réalisation d'un Plan de Déplacements d'Entreprise (PDE) pour la**  
**Maison Communale.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1 juin 2017 relatif aux plans de déplacements d'entreprises pour tout organisme de plus de 100 travailleurs ;

Vu l'ordonnance du 2 mai 2013 portant sur le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 sur les plans de déplacements d'entreprise pour tout organisme de plus de 100 travailleurs ;

Vu l'arrêté royal d'exécution du chapitre XI de la loi-programme du 8 avril 2003 relatif à la collecte de données concernant les déplacements des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail ;

Vu les courriers de Bruxelles Environnement concernant l'obligation de plan de déplacements d'entreprise ;

Considérant que Bruxelles Environnement précise qu'un plan de déplacements d'entreprise doit être réalisé pour l'Administration centrale et pour les services présents dans un rayon de 500 m, à savoir :

- La Maison communale - rue du Comte de Flandre 20 ;
- Le bâtiment du service Population - rue Sainte-Marie 25 ;
- La Maison des cultures et de la cohésion sociale - rue Mommaerts 4 ;

Considérant que les membres du personnel communal de ces 3 implantations ont répondu à un questionnaire portant sur leur moyen de transport pour se rendre au travail ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le formulaire du plan de déplacements d'entreprise de Bruxelles Environnement pour la Maison communale (sis rue du Comte de Flandre 20), le bâtiment du service Population (sis rue Sainte-Marie 25), et de la Maison des cultures et de la cohésion sociale (sis rue Mommaerts 4).

Article 2:

De charger le Service Mobilité afin de coordonner la mise en œuvre de des mesures avec les différents services concernés.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 24 votes positifs, 18 abstentions.

---

**Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte**

## **Mobiliteit – Uitwerking van een Bedrijfsvervoerplan (BVP) voor het Gemeentebestuur**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2017 betreffende de bedrijfsvervoerplannen van bedrijven die meer dan 100 werknemers tewerkstellen ;

Gelet op de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek

van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen voor alle instellingen die meer dan 100 werknemers tewerkstellen ;

Gelet op het Koninklijk besluit houdende de uitvoering van hoofdstuk XI van de programmawet van 8 april 2003 betreffende de verzameling van gegevens over de woon-werkverplaatsingen van werknemers;

Gelet op de briefwisseling van Leefmilieu Brussel betreffende de verplichting van een bedrijfsvervoerplan;

Overwegende dat Brussel Leefmilieu preciseert dat een bedrijfsvervoerplan uitgevoerd moet worden voor het centraal gelegen gemeentebestuur en voor de diensten die aanwezig zijn in een straal van 500m, hetzij:

- Gemeentehuis – Graaf van Vlaanderenstraat, 20 ;
- Het gebouw van de Bevolkingsdienst – Sint-Mariastraat, 25 ;
- Het Huis van Culturen en Sociale Samenhang – Mommaertsstraat, 4 ;

Overwegende dat het gemeentepersoneel van deze drie implantaties voor het grootste deel een vragenlijst aangaande hun manier van verplaatsen naar het werk hebben beantwoord;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het formulier voor het Bedrijfsvervoerplan van Brussel Leefmilieu voor het Gemeentebestuur (Graaf van Vlaanderenstraat, 20), het gebouw van de Bevolkingsdienst (Sint-Mariastraat, 25), en van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang (Mommaertsstraat, 4) goed te keuren.

Artikel 2 :

De dienst Mobiliteit de opdracht te geven de uitwerking van deze maatregelen met de verschillende desbetreffende diensten te coördineren.

De Raad keurt het punt goed.  
42 stemmers : 24 positieve stemmen, 18 onthoudingen.

*Michaël Vossaert quitte la séance / verlaat de zitting.*  
*Ali Syed quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

19.02.2025/A/0022 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**  
**Propriétés communales – Chaussée de Gand 159 et 161A - Occupation des locaux**  
**du rez-de-chaussée commercial - Bail commercial**

LE CONSEIL

Après avoir admis l'urgence, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour ;  
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 décembre 2024 (012/24.12.2024/B/0035#) décidant e.a.:

Article unique :

De prendre acte de la décision du jury de sélectionner la SRL Global Royal Company (BE0797.267.348) – 4, Rue des Quatre-Vents 1080 Molenbeek-Saint-Jean - pour l'occupation des locaux du rez-de-chaussée commercial sis rue du Comte de Flandre, 159/161A ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure un nouveau bail commercial entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et la société SRL Global Royal Company (BE0797.267.348) pour l'occupation des locaux du rez-de-chaussée commercial sis Chaussée de Gand 159/161A ;

Considérant qu'en vertu de ce bail commercial, le montant du loyer mensuel pour cette location peut être fixé à la somme de 4.000,00 EUR augmentée de 50,00 EUR pour des charges locatives communes ;

Considérant que le projet de bail commercial a été soumis au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13 février 2025 ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le projet de bail commercial entre l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et la société SRL Global Royal Company (BE0797.267.348) pour l'occupation des locaux du rez-de-chaussée commercial sis Chaussée de Gand 159/161A, à 1080 Bruxelles, pour une durée de 9 ans ;

Article 2

De fixer le montant mensuel du loyer à la somme de 4.000,00 EUR augmentée de 50,00 EUR pour des charges locatives communes ;

Article 3

D'inscrire les recettes à l'article 9220/163-01 (4.000,00 EUR) et 9220/161-48 (50,00 EUR) du budget ordinaire.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer  
Gemeentelijk Eigendom – Gentsesteenweg 159 et 161A - Bezetting van een  
gebouw op de gelijkvloerse verdieping - Commerciële handelshuur**

DE RAAD:

Na aanvaarding van de urgentie stond dit punt niet op de agenda ;  
Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 december 2024 (012/24.12.2024/B/0035#) houdende o.a. beslissing:

Enig artikel :

Kennis te nemen van de beslissing van de jury om BV Global Royal Company (BE0797.267.348) - 4, Vier-windenstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - te selecteren voor het betrekken van de lokalen op het handelsgelijkvloers in Graaf Vlaanderen 159/161A ;

Overwegende dat er bijgevolg een nieuw handelshuurcontract moet worden afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vennootschap BV Global Royal Company (BE0797.267.348) voor het betrekken van de lokalen op het commercieel gelijkvloers aan Gentsesteenweg 159 et 161A ;

Overwegende dat volgens de bepalingen van deze handelshuurovereenkomst de maandelijkse huurprijs voor deze huurovereenkomst kan worden vastgesteld op een bedrag van 4.000,00 EUR plus 50,00 EUR voor gemeenschappelijke huurlasten;

Overwegende dat het ontwerp van handelshuur werd voorgelegd aan de dienst Juridische Zaken;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op het voorstel van het college van burgemeester en schepenen d.d. 13 februari 2025;

BESLUIT :

Artikel 1

Goedkeuring van het ontwerp van handelshuur tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en SRL Global Royal Company (BE0797.267.348) voor het betrekken van de handelsruimte op het gelijkvloers aan Gentsesteenweg 159 et 161A, 1080 Brussel, voor een duur van 9 jaar;

Artikel 2

De maandelijkse huurprijs vast te stellen op 4.000,00 EUR vermeerderd met 50,00 EUR voor gemeenschappelijke huurlasten;

Artikel 3

Opneming van de ontvangsten in artikel 9220/163-01 (4.000,00 EUR) en 9220/161-48 (50,00 EUR) van de gewone begroting.

Deze beslissing zal worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende de organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

19.02.2025/A/0023

**Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Adahchour, Conseiller communal Team Fouad Ahidar, visant à renforcer la présence policière et la gratuité du stationnement après 18h00 durant le mois de Ramadan.**

LE CONSEIL,

Entend l'interpellation dont le texte suit :

*Considérant que le mois de Ramadan est une période de forte affluence dans l'espace public, en particulier en soirée après la rupture du jeûne, avec une activité accrue aux abords des commerces, des mosquées et des lieux de rassemblement communautaires ; Considérant que la sécurité de tous les citoyens est une priorité et que cette période nécessite une vigilance renforcée afin d'assurer le bon déroulement des activités nocturnes et de prévenir d'éventuels troubles à l'ordre public ; Considérant que la tentative d'attentat récemment déjouée dans une mosquée molenbeekoise démontre que les lieux de culte sont des cibles potentielles et qu'un dispositif de sécurité adapté est essentiel pour protéger les fidèles et prévenir tout risque d'attaque ou de menace à leur rencontre ; Considérant que l'augmentation de la fréquentation des espaces publics durant cette période entraîne des défis en matière de mobilité, notamment en soirée, où les déplacements sont plus nombreux et où les habitants rencontrent des difficultés pour stationner légalement, ce qui peut engendrer des tensions et des sanctions disproportionnées ;*

*Demandons que le Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean adopte les mesures suivantes : 1. Le renforcement de la présence policière de 18h00 à 7h00 aux abords des mosquées et des espaces à forte fréquentation durant le mois de Ramadan, afin de prévenir tout risque sécuritaire, rassurer les citoyens et garantir une intervention rapide en cas d'incident ; 2. L'instauration de la gratuité du stationnement à partir de 18h00 durant toute la période du Ramadan afin de faciliter les déplacements des habitants et visiteurs, d'éviter les sanctions excessives et d'encourager une gestion plus fluide du stationnement en soirée ; 3. Une collaboration renforcée entre la commune, la zone de police et les responsables des lieux de culte pour évaluer les besoins sécuritaires, organiser des patrouilles adaptées et mettre en place des dispositifs de prévention contre tout acte malveillant ou tentative d'attaque ; 4. Une communication claire et anticipée à destination des habitants, des commerçants et des responsables d'associations afin d'assurer une bonne compréhension et application de ces mesures, et d'encourager une coopération citoyenne pour signaler tout comportement suspect ou situation à risque ; 5. Une évaluation post-Ramadan afin d'analyser l'efficacité des dispositifs mis en place et d'envisager des améliorations pour les années suivantes, en tenant compte des retours des citoyens, des commerçants et des forces de l'ordre. Nous demandons au conseil communal de prendre les dispositions nécessaires afin de mettre en oeuvre ces mesures dès le prochain mois de Ramadan et de garantir ainsi un climat serein, sécurisé et respectueux des réalités locales.*

Le point est rejeté.

40 votants : 15 votes positifs, 23 votes négatifs, 2 abstentions.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Monsieur Adahchour, gemeenteraadslid Team Fouad Ahidar, die de aanwezigheidspolitie en de gratis stationnement après 18.00 uur tijdens de maand van de Ramadan wil versterken.**

Het punt wordt verworpen.

40 stemmers : 15 positieve stemmen, 23 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

---

19.02.2025/A/0024

**Département Services généraux et Démographie**

**Secrétariat communal - Motion déposée par le groupe PS-Vooruit relative au respect de l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo et au retrait des troupes du M23 et du Rwanda des Provinces de l'Est de la RDC.**

Le point est reporté.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de PS-Vooruit-groep over het respect voor de territoriale integriteit van de Democratische Republiek Congo en de terugtrekking van M23 en Rwandese troepen uit de oostelijke provincies van de DRC.**

Het punt wordt verdaagd.

---

19.02.2025/A/0025

**Département Services généraux et Démographie**

**Secrétariat communal - Motion déposée par le groupe PS-Vooruit relative à la solidarité avec les travailleurs et travailleuses de Lunch Garden et appelant à une mobilisation pour la sauvegarde de l'emploi.**

Le point est reporté.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de PS-Vooruit-groep over solidariteit met de werknemers van Lunch Garden en oproepend tot een mobilisatie om banen te redden.**

Het punt wordt verdaagd.

---

19.02.2025/A/0026

**Département Services généraux et Démographie**

**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Mohamed Arabi, Conseiller communal TEAM FOUAD AHIDAR, concernant la situation des travailleurs de l'ASBL Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE) - Report du 22/01/2025.**

LE CONSEIL,

Entend l'interpellation dont le texte suit :

*Chers collègues, Nous souhaitons attirer l'attention du Collège sur une situation alarmante concernant les travailleurs de l'ASBL Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE), anciennement connue sous le nom de Lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek. Cette association joue un rôle essentiel dans notre commune, œuvrant chaque jour pour améliorer le quotidien de nombreux habitants. Cependant, les conditions de travail de son personnel restent inéquitables et précaires, et ce malgré les engagements pris par la Commune il y a plusieurs années. Depuis plusieurs mois, la délégation syndicale de l'ASBL MOVE, mandatée à l'unanimité par les travailleurs, à faire une demande légitime : l'octroi de chèques-repas pour les travailleurs de l'association. Cette demande est soutenue par un engagement pris par le Conseil d'Administration le 5 juillet 2018, qui s'était engagé à accorder cet avantage dès la fin des élections communales de 2018. Pourtant, cinq ans après cette promesse, les travailleurs sont toujours en attente. Il est crucial de rappeler que ces mêmes avantages sont déjà accordés aux agents communaux, qui partagent souvent les mêmes bureaux et exercent des fonctions similaires à celles des travailleurs de MOVE. Les inégalités salariales et d'avantages extra-légaux qui en résultent sont flagrantes et directement liées à la motivation et au bien-être des employés de l'ASBL. Les revendications des travailleurs de MOVE ne se limitent pas qu'aux chèques-repas. Ils dénoncent également : • L'absence d'assurance complémentaire ; • L'absence de sauts barémiques et de deuxième pilier de pension ; • Un manque de reconnaissance de leur ancienneté ; • Un organigramme incohérent et une politique de formation inadaptée. Par ailleurs, les discussions entamées depuis décembre 2021 entre les représentants syndicaux, les permanents syndicaux et certains membres de la direction n'ont donné lieu à aucune avancée concrète. Les travailleurs peinent à boucler leurs fins de mois et ce, en raison, de conditions qui ne sont plus acceptables. Ces disparités salariales sont d'autant plus incompréhensibles que les choix de gestion au sein de l'ASBL posent question. Les travailleurs soulignent une inflation des postes de direction, tandis que les missions de terrain manquent cruellement de personnel qualifié et de ressources. En conséquence, je vous demande les clarifications suivantes : 1. La Commune s'engage-t-elle, dans le cadre du prochain mandat, à octroyer des chèques-repas aux travailleurs de l'ASBL MOVE dès 2025, conformément à la promesse faite en 2018 ? 2. Quelles mesures concrètes seront prises pour réduire les inégalités salariales entre les travailleurs de l'ASBL et les agents communaux, notamment en ce qui concerne la reconnaissance de l'ancienneté, les sauts barémiques et les autres avantages extra-légaux ? 3. La Commune compte-t-elle revoir la gestion interne de l'ASBL MOVE afin d'améliorer l'efficacité sur le terrain et valoriser les travailleurs qui sont au cœur des missions sociales de l'association ? En tant que plus grande ASBL de Molenbeek, MOVE est un pilier pour de nombreux habitants et ses employés méritent d'être traités de manière équitable et juste. Nous vous remercions pour vos réponses et pour l'attention que vous porterez à cette interpellation.*

*Hamza Zibouh - Rachid Mahdaoui Conseillers communaux TEAM FOUAD AHIDAR*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie  
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mohamed Arabi,  
Gemeenteraadslid TEAM FOUAD AHIDAR, over de situatie van de  
werknemers van de vzw Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE) - Uitstel van  
22/01/2025.**

De Raad neemt kennis.

*Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting.  
Olivier Mahy quitte la séance / verlaat de zitting.  
Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting.  
Maria Gloria Garcia-Fernandez quitte la séance / verlaat de zitting.  
Didier Fabien Willy Milis quitte la séance / verlaat de zitting.  
Emre Sumlu quitte la séance / verlaat de zitting.  
Didier-Charles Van Merris quitte la séance / verlaat de zitting.  
Harmony Deknudt quitte la séance / verlaat de zitting.  
Rachid Mahdaoui quitte la séance / verlaat de zitting.  
Mohamed Adahchour quitte la séance / verlaat de zitting.  
Hakim Aissati quitte la séance / verlaat de zitting.  
Mohamed Arabi quitte la séance / verlaat de zitting.  
Hilde Sagon quitte la séance / verlaat de zitting.  
Rayane Talbi quitte la séance / verlaat de zitting.  
Mohamad Chehade quitte la séance / verlaat de zitting.  
Nouhéb Belghith quitte la séance / verlaat de zitting.  
Valérie Loseke Nembalemba quitte la séance / verlaat de zitting.  
Asma Boutaarourt quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Faute de quorum, la séance est clôturée.*

*Wegens gebrek aan quorum is de zitting gesloten.*

*Les points suivants de l'ordre du jour sont reportés.*

*De volgende agendapunten worden uitgesteld.*

Levée de la séance à 00:00  
Opheffing van de zitting om 00:00

Secrétaire f.f.,  
Wvd. Secretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Nathalie Vandeput

Hassan Rahali